



Communiqué

L'économie solidaire mobilisée pour défendre les droits fondamentaux et la démocratie

Appels "Bloquons tout" 10 septembre 2025

& « Intersyndical 18 septembre 2025 »

Le Mouvement pour l'Économie Solidaire partage les préoccupations des mobilisations sociales citoyennes qui traversent notre pays. L'appel à un blocage massif lancé pour le 10 septembre 2025 par des collectifs tout comme l'appel intersyndical (UNSA, CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, Solidaires, FSU) à une journée de grève le 18 septembre expriment des inquiétudes profondes et légitimes : d'une part, la remise en cause de droits humains et sociaux conquis de longue date, d'autre part la dégradation des conditions de travail, de vie et de dignité, et plus largement la fragilisation du lien social. Le nombre de personnes basculant sous le seuil de pauvreté explose, les inégalités s'accroissent amplifiant les fracturations de notre société. L'autoritarisme se développe qu'il s'agisse de références à l'extrême droite ou de pratiques managériales, violentes et technocratiques issues d'idéologies néolibérales.

Notre mouvement affirme que la lutte contre les inégalités et les injustices climatiques, l'accroissement de la démocratie et l'amélioration immédiate des conditions de vie de nos concitoyen-ne-s sont indissociables et sont les ferments d'un avenir désirable. C'est le sens de notre inscription pleine et entière dans les mouvements sociaux, de notre engagement pour la transition écologique et pour des pratiques d'éducation populaire et d'émancipation citoyenne.

Aujourd'hui, la priorité politique pour les acteurs de l'Économie solidaire est de (re)nouveler et transformer un projet collectif dépassant les individualismes et les ostracismes, respectant les singularités (culturelles, de genre et d'âge ou territoriales...) dans une société plurielle, ouverte au monde. Aux logiques d'exclusion et de précarisation, à la confiscation des paroles citoyennes, au dénigrement du monde scientifique et au travestissement des espaces de débats, nous opposons le retour de la réflexivité, de l'écoute et du dialogue, le temps long de l'exercice démocratique, la mise en œuvre de processus authentiques de participation à l'élaboration des politiques publiques.

Notre réseau dénonce toutes les formes illibérales qui pourraient nuire à un état de droit garant de l'intérêt général et de constructions de solidarités structurelles et s'élève contre les monopoles, qui participent à la déréglementation des marchés par des logiques d'hyper-compétition et de concentration, destructrices du vivant et de la planète.

A l'heure de dérives et restrictions inouïes des droits et libertés, nous affirmons que la société civile est porteuse de la défense et de la réaffirmation des droits civiques. Issus de collectifs citoyens, associations, coopératives, ces réseaux revendiquent plus que jamais d'être parties prenantes du monde dans lequel ils vivent. Ces acteurs souhaitent peser sur les orientations des organisations politiques et accompagner la construction des décisions prises par les pouvoirs publics dans un dialogue construit, fécond et durable.

Le Mouvement pour l'Economie Solidaire est fondé sur la démocratie, la justice sociale et le respect de la planète face aux urgences climatiques. Nous nous inscrivons dans une économie qui place l'humain avant le profit et instaure une culture de la coopération, de la paix. L'Économie solidaire n'est pas une variable d'ajustement face aux crises, elle est une proposition alternative et transformatrice. Au 21e siècle, une société plus juste se construira par une mise en œuvre incontournable des droits humains, sociaux et culturels et par la garantie de droits constitutionnels immuables. A l'extrême injustice de la répartition des richesses liées à un travail flexibilisé comparée à la détention démesurée de capitaux et biens par un petit nombre, face à des systèmes économiques non contrôlés qui ne protègent ni les personnes, ni l'environnement, nous proposons une société basée sur la reconnaissance et la protection des droits des travailleur·s·es, et sur une protection sociale élargie et universelle des personnes.

Nous déclarons

- ❖ **notre solidarité avec celles et ceux qui se mobilisent le 10 septembre et le 18 septembre 2025 pour défendre les droits fondamentaux,**
- ❖ **le symbole d'un incontestable droit à l'expression politique, citoyenne et syndicale dans l'espace public, que représentent ces deux journées de mobilisation,**
- ❖ **notre refus de toute violence contre les personnes, qui discréditerait la diversité possible des formes d'expressions déployées,**
- ❖ **notre conviction qu'une transformation sociale, économique et écologique sera davantage garantie par la participation démocratique de toutes et tous,**

et en conséquence,

- ❖ **notre engagement pour que les espaces d'éducation populaire, de transmission et d'émancipation se multiplient,**
- ❖ **notre appel à renforcer les processus démocratiques et les espaces de dialogue social et citoyen.**

Parce que l'économie doit être au service de la vie, nous réaffirmons notre volonté de contribuer à une société soutenable et solidaire, équitable et démocratique. La gravité de la crise, l'ampleur de la défiance vis à vis du politique, les blocages institutionnels imposent une vigilance et une mobilisation citoyenne accrue. Pour relancer des processus de délibération et constructions collectives structurées et préparer les évolutions institutionnelles nécessaires à l'amélioration d'une démocratie inclusive, nous invitons l'ensemble de nos membres et partenaires à travailler avec la société civile par des échanges mutuels, pacifiques et émancipateurs. **Agissons ensemble pour que l'économie solidaire soit le puissant levier d'une justice sociale, réelle et concrète !** Défendons qu'une autre économie est possible et désirable : la démocratie est au cœur des territoires du monde, vivante, profonde et portée par et pour toutes et tous !

Fait à Paris, le 9 septembre 2025

Mouvement pour l'Économie Solidaire
c/o Maison des réseaux artistiques et culturels
221 rue de Belleville 75019 Paris
gael.louesdon@le-mes.org
contact@le-mes.org
tél. : 07 49 91 45 71